

Cecilia Rikap revient sur la création de l'entreprise publique argentine Correo Compras, qui revendique un engagement en faveur de ses travailleurs, de ses clients comme de ses fournisseurs, et pourrait même mettre les big data au service du bien public.

Cecilia Rikap est une militante argentine et une économiste marxiste, chercheuse titulaire au CONICET, le Conseil national argentin de la recherche, et chercheuse associée au CEPED (IRD/Université de Paris) et au COSTECH (Université de Technologie de Compiègne). Ses travaux portent sur le rôle de l'innovation dans le capitalisme monopolistique contemporain.

A la suite d'une enquête historique sur les multinationales du numérique, le Congrès fédéral des États-Unis a publié en octobre 2020 un rapport qui proposait une série de nouvelles réglementations pour contenir le pouvoir des géants de la tech comme Amazon. Mais que se passerait-il si, plutôt que de se contenter de réglementer, les États-Unis créaient un nouveau site d'achat en ligne offrant des prix bas aux consommateurs, des coûts réduits aux commerçants et des salaires décents aux travailleurs du e-commerce ?

En octobre dernier, l'Argentine a annoncé la création d'un marché en ligne appelé « [Correo Compras](#) » (« [achats par correspondance](#) »). Cette plateforme sera gérée par une entreprise publique, [Correo Argentino](#), le service postal national. L'Argentine a été gravement touchée par la pandémie de Covid-19 et son confinement a été parmi les plus longs. Le taux de pénétration d'Internet en Argentine était déjà élevé (74 %) et, depuis le confinement, le commerce en ligne et d'autres services numériques ont explosé dans le pays, comme ailleurs. Avec cette initiative publique, le gouvernement vise à offrir une alternative à l'actuelle « pieuvre » privée qui domine le e-commerce en Amérique latine.

L'Amazon de l'Amérique Latine

L'Amazon du continent amazonien n'est pas Amazon.com, le mastodonte mondial dont la capitalisation boursière a augmenté de 75 % cette année. Les honneurs du e-commerce en Amérique latine vont plutôt à [MercadoLibre](#), ou « Marché Libre » en français. La société a été créée en 1999 et a rapidement adopté les modèles économiques d'eBay, puis d'Amazon et du chinois Alibaba.

L'absence de plateformes étrangères dans la région a permis à [MercadoLibre](#) de développer son activité de manière très rentable. Elle opère dans dix-huit pays et compte 51,5 millions d'utilisateurs actifs.

Loin du cliché du « champion national », moteur du développement régional qui tire les autres entreprises de son secteur pour combler leur retard avec le Nord, [MercadoLibre](#) a purement et simplement copié le modèle économique destructeur d'[Amazon](#). Il s'agit d'une plateforme de e-commerce qui fait ses bénéfices sur le dos de ses fournisseurs.

Tout comme le mastodonte de Jeff Bezos, [MercadoLibre](#) impose ses conditions et vend chèrement les espaces publicitaires comme les premières positions dans les réponses aux recherches en ligne des consommateurs. [MercadoLibre](#) oblige également les vendeurs à offrir [la gratuité des frais de port](#) à partir de 20 euros d'achat.

Copiant une fois de plus [Amazon](#), le réseau de livraison de *MercadoLibre* mobilise une armée de chauffeurs suivant un modèle de type Uber. Ses entrepôts fonctionnent avec des bas salaires et des conditions de travail éprouvantes. *MercadoLibre* a mis en place un nouveau [contrat de travail flexible](#) qui, en gros, optimise les profits et minimise les salaires. À titre de comparaison, l'entreprise publique argentine *Correo Compras* ne soustraira pas le transport (qui est en fait son activité principale) et promet de créer des emplois de qualité avec un salaire décent pour ses employés.

La nécessité de réglementer les géants technologiques est devenue encore plus urgente avec la pandémie. [Le récent rapport d'enquête du Congrès des États-Unis](#) le démontre amplement, tout comme [le procès intenté par le ministère de la justice contre Google](#), qui annonce des actions similaires contre les autres géants technologiques étatsuniens. On peut également mentionner la réglementation antitrust du gouvernement chinois pour le numérique et l'ouverture d'une enquête sur Alibaba.

Selon la [CNUCED](#), avant la pandémie, Amazon concentrait plus d'un tiers de l'activité mondiale de vente de détail en ligne. En Argentine, *MercadoLibre* concentre environ la moitié de ce marché et a été le grand bénéficiaire de la pandémie. Alors que le [FMI](#) prévoit une contraction de l'économie mondiale de 4,4 % et de 8,1 % en Amérique Latine (la pire prévision des grandes régions du monde), *MercadoLibre* a célébré une augmentation de [45 %](#) de ses bénéfices bruts pour le premier semestre 2020.

L'Argentine, entre les licornes technologiques et une crise économique de longue durée

L'Argentine est un [fournisseur mondial de produits agricoles et miniers bon marché](#), ce qui n'est pas sans conséquences économiques, écologiques et [sanitaires](#).

Avant la pandémie, alors que *MercadoLibre* était prospère, l'Argentine traversait déjà une grave crise économique, en partie provoquée par un déficit commercial dû à la faiblesse du prix des matières premières. Après plus d'une décennie d'inflation, les salaires ont perdu l'essentiel de leur pouvoir d'achat. La spirale de la dette extérieure a débouché en 2018 sur le plus important prêt de l'histoire du FMI, non pour relancer l'économie mais pour rembourser la dette précédente, voire financer la fuite des capitaux privés.

Malgré cette crise économique prolongée et [son sous-développement structurel](#), l'Argentine héberge ses propres géants technologiques. Outre *MercadoLibre*, la société de développement de logiciels [Globant](#) et la plateforme de voyage [Despegar](#) sont deux licornes^[1] argentines ayant fait leur entrée en bourse aux États-Unis. Ce sont des entreprises de premier plan en Amérique latine et *Globant* opère également aux États-Unis et en Europe. On peut également citer [OLX](#) et [Auth0](#).

Elles ont toutes été aidées par une [loi argentine en faveur de l'industrie informatique](#) de 2004 et une main-d'œuvre qualifiée et bon marché. Selon la [Banque mondiale](#), l'Argentine a un taux brut de scolarisation de 90 % dans l'enseignement supérieur, alors qu'il n'est que de 88 % pour les États-Unis. Mais le salaire annuel moyen dans le secteur des technologies aux États-Unis est d'environ 200 000 dollars, alors qu'en Argentine, il est inférieur à 10 000 dollars.

L'économie numérique publique

C'est dans ce contexte que le nouveau gouvernement argentin a lancé *Correo Compras*, qui propose plus de 2 000 produits. Il s'agit d'une initiative à haut risque et à gain potentiel élevé (*high risk, high gain*), susceptible de faire pencher la balance en faveur des consommateurs et des petites et moyennes entreprises qui ne peuvent pas faire face aux coûts commerciaux de *MercadoLibre*.

Les plateformes publiques d'e-commerce ne sont pas un phénomène entièrement nouveau. En Indonésie, une entreprise publique gère déjà le service de paiement numérique [LinkAja!](#). Le Brésil a vu l'émergence de plusieurs plateformes publiques depuis la pandémie, comme la plateforme de livraison [FiqueNoLar](#) qui opère dans le nord du pays, où les applications de livraison privées les plus populaires n'opéraient pas.

Au beau milieu de la pandémie de Covid-19, certains ont préconisé [la nationalisation d'Amazon](#) par le gouvernement américain et l'utilisation de son réseau logistique pour assurer la livraison de biens essentiels à tous les citoyens américains.

En Argentine, *Correo Compras* promet d'offrir les prix les plus bas en étant moins cher pour les fournisseurs, qui n'auront à payer qu'un abonnement de maintenance de la plateforme. Cette plateforme publique d'e-commerce fait partie d'une tentative plus large du gouvernement argentin de réguler l'économie numérique et d'offrir des alternatives publiques aux entreprises privées existantes.

La banque nationale argentine, [Banco Nación](#), a lancé *BNA+*, un porte-monnaie électronique destiné à concurrencer [MercadoPagos](#), l'outil de paiement électronique de *MercadoLibre*, similaire à *PayPal*. Le confinement a également bénéficié à *MercadoPagos* : le nombre total de ses transactions de paiement a fait un bond annuel de 120 % et dépassé 400 millions de transactions au deuxième trimestre 2020.

Correo Compras vise également à stimuler la demande des consommateurs. La plateforme propose des plans d'achat subventionnés par le gouvernement qui permettent d'échelonner les paiements sur trois, six et douze mois.

Comme pour toute plateforme, le succès des plateformes publiques dépend de leur capacité à déclencher des effets de réseau directs et indirects, ce qui signifie qu'elles acquièrent une valeur supplémentaire à mesure que davantage de personnes les utilisent. *Correo Compras* peut-elle réussir et ainsi devenir un modèle pour les autres pays ?

Contrairement aux plateformes privées, les motifs politiques des plateformes publiques peuvent être des moteurs décisifs de l'effet de réseau. Acheter sur *Correo Compras* pourrait être considéré comme un moyen de réduire le pouvoir des entreprises technologiques, de soutenir la participation active de l'État dans l'économie, d'exprimer son soutien au gouvernement actuel ou de soutenir les travailleurs de l'entreprise. Cela pourrait ainsi devenir la première action politique de base à engendrer des effets de réseau de plateforme.

Données, planification et surveillance

L'État pourrait-il utiliser l'accès direct aux données du marché différemment des géants technologiques privés ? *Correo Compras* offre à l'État argentin une opportunité sans précédent : la possibilité d'accéder à des flux continus de données sur le marché en temps réel.

Avec les algorithmes et la puissance de calcul nécessaires, l'État pourrait considérablement renforcer son action politique dans le cadre du commerce en ligne et au-delà. Il pourrait anticiper les opportunités de production et de marché et évaluer l'impact des politiques correspondantes en temps réel.

Les données pourraient être utilisées pour une planification démocratique, en minimisant le gaspillage et en respectant les capacités écologiques de la planète. Nous pourrions envisager un scénario durable dans lequel les données seraient utilisées pour identifier et satisfaire les besoins de la population au lieu de concentrer davantage les richesses et les revenus.

Le gouvernement argentin parviendra-t-il à garantir la sécurité numérique et à surmonter le capitalisme de surveillance ? En plus de *Correo Compras*, l'Argentine a également assisté à l'émergence de marchés coopératifs qui constituent une autre alternative aux géants de la technologie. Une autre opportunité pour utiliser les données pour le bien public et non pour contrôler, modifier et finalement induire des comportements favorisant la concentration des connaissances et des richesses ?

L'expérimentation argentine ouvre une fenêtre d'opportunité pour aller au-delà d'une réglementation des initiatives privées. D'autres gouvernements, en Amérique comme en Europe où la dépendance vis-à-vis d'Amazon est critique, devraient suivre de près les initiatives des plateformes publiques et envisager des alternatives pour leur propre pays. La politique industrielle du XXI^e siècle ne peut être détachée de l'économie numérique. *Correo Compras* pourrait de ce point de vue devenir un tournant important.

*

Cet article a été initialement publié en anglais sur [openDemocracy.net](https://www.opendemocracy.net)

Notes

[1] Les licornes désignent les start-up du numérique de création récente, dont la valorisation atteint au moins un milliard de dollars et dont la croissance est très rapide.